

elles étaient restées pendantes, auraient paru trop insupportables ou dangereuses à toute la bourgeoisie allemande. Ils gagnèrent, par cette activité réalisée avec une conscience de classe bourgeoise modérée, beaucoup de remerciements, que le chancelier Marx leur exprima officiellement le 31 mars 1928, en disant avec un grand sérieux, que « sans s'occuper de leur position politique (!) envers le cabinet présent, ils ont accompli complaisamment ce travail positif ».

Si peu que concorde ce qui précède avec la légende pieuse d'« un bloc bourgeois en ruines » que propage aujourd'hui le parti social démocrate pour tromper ses partisans sur le véritable caractère des nouvelles questions à l'ordre du jour et sur le rôle joué par le S. P. D. lui-même dans le nouveau jeu de la bourgeoisie allemande, tout aussi inexacts sont les assertions du K. P. D. à ce sujet, justifiées avec une légèreté traditionnelle par le fait que so-disant la cause d'une dissolution prématurée du Reichstag proviendrait plutôt d'une « aggravation des difficultés de l'économie allemande, annonçant une crise économique sérieuse pour l'automne de cette année, de même que des aspirations des industriels découlant de cette situation, ceux-ci voulant en finir avec les élections avant de développer avec plus d'intensité l'offensive contre la classe ouvrière au point de vue salaires et productivité ».

(Voir l'article déjà cité plus haut. Imprékor n° 33, p. 611 de l'édition allemande.)

Il est parfaitement exact que la bourgeoisie allemande a commencé une nouvelle offensive pour la diminution des salaires, la prolongation de la journée de travail, et une plus grande intensité de celui-ci. Mais ces aspirations de la bourgeoisie allemande ne sont, en aucun cas nées de la crainte d'une « crise économique sérieuse » imminente.

Il s'agit bien davantage, au cours des grandes luttes économiques des derniers mois, et des autres batailles livrées dans tous les domaines sociaux — et particulièrement dans celui de la politique et de l'Etat — de préciser les conditions et les formes dans lesquelles se fera la transition entre la première période de la soi-disant rationalisation qui coïncide dans le temps avec la législature du Reichstag 1924-1928, et la période de continuation de cette « rationalisation » s'accomplissant dans les nouvelles conditions d'une conjoncture qui vient de commencer, et qui probablement durera.

Les capitalistes allemands ne songent naturellement pas, à un moment où les pénibles sacrifices consentis par la classe ouvrière, au vu et au su de ses chefs réformistes et sans le moindre geste de résistance indépendant du soi-disant « Parti Communiste » (sacrifices par le chômage en masse, augmentation de la durée et de l'intensité du travail, progression de la vie chère et baisse des salaires réels qui en découle) commencent à apporter des quantités considérables de fruits d'or, à faire ressortir pendant la continuation de ce processus de rationalisation, « l'autre aspect » de celle-ci, auquel faisaient continuellement allusion pour consoler la classe ouvrière, la C. G. T. allemande, le S. P. D., ainsi que le P. C., en employant seulement des expressions quelque peu différentes.

La bourgeoisie allemande voudrait plutôt se servir des moyens suivants :

1° Elle préférerait un nouvel écrasement direct du prolétariat à la manière allemande de 1923-24 ou anglaise de 1926 (malheureusement, une pareille cure radicale met en danger les « résultats acquis par la rationalisation ») ;

2° Elle désirerait tout au moins, par des menaces continuelles de lock-out, par toutes les autres formes de pression économique et politique, obtenir un fonctionnement « juste » de l'appareil étatique de l'arbitrage obligatoire.

Elle réaliserait ainsi sur le dos et aux dépens de la classe ouvrière allemande, la suite de « la campagne de rationalisation » commencée il y a 4 ans, et cela, malgré le changement de situation de l'industrie.

Tel est le principal objectif économique, auquel, dans la phase actuelle de la lutte de classe historique entre le prolétariat et la bourgeoisie, les capitalistes allemands ont subordonné tous leurs mouvements politiques et toutes leurs décisions (telles que la récente dissolution du Reichstag) en les « envisageant simplement comme des moyens ».

La chute de Gessler et son remplacement par Groener, juste au moment de la découverte du soi-disant scandale Lohmann, le changement de la politique d'ornement de la bourgeoisie allemande, nié en paroles, mais prouvé en même temps par les actes de Stresemann, qui consiste à passer des méthodes secrètes et illégales aux procédés francs et légaux, les différentes transformations et changements d'orientation au sein des partis gouvernementaux, le S. P. D. prêt, comme toujours, à la coalition avec le gouvernement, son désir en ce sens variant seulement de grandeur (petite, grande et plus grande !) la récente rupture officielle des pourparlers économiques germano-russes, la reprise de nouvelles discussions dans la question des réparations et des dettes : tous ces événements des derniers temps montrent clairement la complexité des tâches devant lesquelles la bourgeoisie allemande se place aujourd'hui dans sa tentative de passage de la première à la seconde phase de la soi-disant rationalisation ; elle tente ainsi non pas d'adoucir et de modérer l'exploitation et l'oppression de la classe prolétarienne, mais au contraire, elle cherche à la renforcer et à l'augmenter encore.

Si, dans la lutte électorale actuelle, les différentes fractions de la bourgeoisie se querellent sur les formes, dans lesquelles chaque fraction particulière, sans blesser sérieusement les intérêts communs de l'ensemble de la classe bourgeoise, voudrait amener une solution des différents problèmes correspondant à son point de vue, le prolétariat, dont les intérêts révolutionnaires, économiques et politiques de classe ne sont représentés par aucun des soi-disant « partis ouvriers » concurrents dans cette lutte électorale, ne doit en aucun cas se laisser détourner de sa tâche principale par ces cris discordants et ce tumulte.

Cette grande tâche principale du prolétariat, dans la période présente importante de transition, consiste à combattre directement l'objectif économique essentiel auquel, de l'autre côté de la barricade, sont subordonnés tous les actes complexes et multiples de l'ennemi de classe et de ses acolytes, au nom

de l'ensemble des intérêts de toute la classe bourgeoise.

Elle s'accomplira par une lutte économique directe qui, grâce à son développement ultérieur, grâce à son caractère de masse, sera aussi la lutte politique du prolétariat contre tous les coups visibles et sen-

sibles des patrons qui, par la violence cynique des menaces de lock-outs en masse et par la violence déguisée des arbitrages étatiques obligatoires, attaquent toujours plus et menacent de plus en plus d'anéantir les intérêts de la classe ouvrière.

K. KORSCH.

Tribune syndicale

Le syndicalisme révolutionnaire a fait son temps

Avant de répondre à Lorient, je résume d'abord ma pensée sur l'Unité syndicale.

Le syndicat de masses, c'est le front unique permanent et organisé des ouvriers, quelle que soit leur opinion politique, pour la conquête de revendications communes.

C'est le front unique honnête.

Il va sans dire qu'il est révolutionnaire par destination, puisque son contenu est prolétarien, mais il ne peut avoir une capacité de direction révolutionnaire, parce qu'il n'existe pas et ne peut pas exister de théorie révolutionnaire originale des syndicats de masses.

C'est pour cette raison que le prolétariat a besoin d'un parti politique.

Cette conception s'oppose à l'idée d'un parti qui rechercherait le prolétariat pour des fins non prolétariennes.

Cette conception du syndicalisme de masses, invite les militants à mettre de l'ordre dans les idées, à bien séparer ce qui a un caractère général prolétarien des conceptions particulières, car toutes les théories sociales ont un caractère particulier.

Voyons maintenant une première question que m'a posée Lorient.

Où l'ouvrier s'éduquerait-il entre un syndicat neutre et un parti communiste militarisé pour l'insurrection, c'est-à-dire impropre à l'éducation de ses propres membres ? (Lorient, R. P. n° 55.)

Où Lorient a-t-il vu que ma proposition sur l'Unité syndicale, imposait aux ouvriers l'école du Parti communiste pour faire leur éducation ?

Je considère, qu'un Parti communiste digne de ce nom doit être préféré par les ouvriers, mais ce n'est là qu'une opinion personnelle.

Toutes les écoles politiques depuis la plus bourgeoise, jusque la plus avancée, ouvrent leurs portes aux travailleurs : C'est à eux de choisir.

..

Laisant volontairement de côté certaines

questions subalternes, passons à la question principale :

« Delfosse envisage lui-même l'évolution du caractère des revendications, puisqu'il prévoit le cas où l'insurrection même deviendra l'une de ces revendications.

Comment le syndicat tranchera-t-il de ces questions politiques sur le terrain de la neutralité ? » (Lorient R. P. n° 55.)

Il faut d'abord dire que j'exprimais là l'opinion d'un communiste et que le syndicat n'est pas appelé à la faire sienne.

Le régime capitaliste engendre deux phénomènes, deux courants contraires : Une augmentation des besoins de la classe ouvrière, et une diminution des possibilités pour le régime de satisfaire ces besoins ; ces deux courants doivent s'accélérer en période de crise industrielle et ouvrir une ère révolutionnaire, c'est ainsi que l'idée d'insurrection naît d'une question de salaire.

Devant l'éventualité d'une pareille situation politique, à la question de Lorient « Comment le syndicat tranchera-t-il sur le terrain de la neutralité ? » Je réponds : il ne tranchera rien.

D'abord, comment tranche-t-on en pareil cas ?

Tout simplement en décidant l'application d'une théorie révolutionnaire, qui comporte la désignation de la structure du régime qui doit remplacer le régime à abattre et les méthodes d'observation et d'action pour mener à bien l'opération et la continuer dans le temps.

Quelle est la théorie révolutionnaire du syndicalisme de masses ?

Lorient lui-même avoue qu'elle n'existe pas.

Il écrit : « La conscience ouvrière se cherche encore dans les ténèbres, mais elle se dégagera du chaos et le prolétariat saura trouver hors de « l'intérêt général » trop vaste et l'intérêt trop étroit du parti communiste, la voie juste de son intérêt propre. » (Lorient, R. P., page 55.)

Voilà une condamnation de la théorie de